



Marché de travaux

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Marché n°2025 - 004

Pouvoir adjudicateur & Maître d'ouvrage :

COMMUNE DE SAINT CAST LE GUILDO – 1, place de l'Hôtel de Ville – 22380 SAINT-CAST-LE-GUILDO

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Madame Marie-Madeleine MICHEL, Maire de la Commune de SAINT-CAST-LE-GUILDO, agissant au nom pour le compte de ladite commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2020, reçue en Préfecture le 10 juillet 2020.

Objet du marché :

**Travaux de sécurisation et de sauvegarde de l'Eglise du Guildo
Rue Joseph Rouxel à SAINT-CAST-LE-GUILDO (22)
RELANCE DU LOT N° 2 – TRAITEMENT DES BOIS ET DES MURS**

Mode de passation :

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123 du Code de la Commande Publique.

Date et heure limites de remise des offres :

Le 22 juillet 2025 à 12h00 (midi)

Site du profil acheteur : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>.

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
1.2 MODE DE PASSATION	4
1.3 TYPE ET FORME DE CONTRAT	4
1.4 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION - EN PHASES, TRANCHES	4
1.5 NOMENCLATURE.....	4
1.6 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.2 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT	4
2.3 VARIANTES	5
ARTICLE 3 – INTERVENANTS	5
3.1 MAITRE D'OUVRAGE	5
3.2 MAITRISE D'ŒUVRE	5
3.3 ÉCONOMISTE	5
3.4 BUREAU D'ETUDES FLUIDES.....	6
3.5 BUREAU D'ETUDES STRUCTURES.....	6
3.6 BUREAU DE CONTROLE.....	6
3.7 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS.....	6
ARTICLE 4 - DURÉE DU CONTRAT OU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	6
ARTICLE 5 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION	6
5.1 DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS.....	6
5.2 VISITE INDIVIDUELLE FACULTATIVE DU SITE.....	7
5.3 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	7
Article 6 - PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	7
6.1 PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	8
6.2 SOUS-TRAITANCE	9
6.3 GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	9
ARTICLE 7 - PRÉSENTATION DE L'OFFRE - CONTENU	10
7.1 PRESENTATION DU DOSSIER D'OFFRE	10
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
8.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE	11
8.2 TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	12
ARTICLE 9 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
9.1 CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	12

9.2	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	14
ARTICLE 10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....		15
10.1	ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	15
10.2	PROCEDURES DE RECOURS	15

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

L'objet du marché concerne la relance du lot n° 2 - Traitement des bois et des murs pour l'exécution de travaux de sécurisation et de sauvegarde de l'Eglise Notre-Dame du GUILDON située rue Joseph Rouxel à NOTRE-DAME DU GUILDON, 22380 SAINT-CAST-LE-GUILDON.

1.2 MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 TYPE ET FORME DE CONTRAT

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION - EN PHASES, TRANCHES

L'ensemble des travaux sera réalisé en quatre (4) phases et deux exercices budgétaires.

Ces phases seront les suivantes :

- Phase 1 - Reprise des contreforts et drainage périphérique.
- Phase 2 - Travaux sur la tour clocher et ses bas-côtés.
- Phase 3 - Travaux sur la Nef.
- Phase 4 - Travaux sur le chevet, la croisée des transepts, le chœur et les sacristies.

1.5 NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45454100-5	Travaux de refecton
90922000-6	Services de lutte contre les parasites

1.6 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours calendaires à compter de la date limite de réception de la présente consultation.

2.2 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel ou sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises. Dans ce cas, le candidat devra remplir la rubrique dédiée de l'acte d'engagement.

Le candidat peut également, pour définir ces obligations respectives durant la réalisation du marché, signer un modèle qui vous est proposé en suivant ce lien :

<https://www.fntp.fr/outils/contratheque/groupement-momentane-dentreprises-gme>

2.3 VARIANTES

Les variantes sont autorisées sous les conditions suivantes :

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant une variante.

La Commune sera particulièrement attentive à toute variante permettant :

- D'améliorer la qualité des prestations ;
- De diminuer les coûts ;
- De favoriser toute action en faveur du développement durable.

NB : Les candidats présenteront un dossier général " variante " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Chaque variante doit être présentée sous forme d'un mémoire technique justificatif, dégageant les avantages financiers et techniques et les répercussions sur son montant par rapport à l'offre de base.

Les candidats qui proposeront une ou plusieurs variantes relatives au marché sont obligatoirement tenus de présenter également une offre conforme à la solution de base. S'il y a acceptation d'une variante par le maître d'ouvrage, cela entraîne la réalisation des plans d'exécution à la charge de l'entreprise. Les plans d'exécution et notes de calculs de toute nature sont en effet à établir par les entreprises.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS

3.1 MAITRE D'OUVRAGE

LA COMMUNE DE SAINT CAST LE GUILDON – 1, place de l'Hôtel de Ville – 22380 SAINT-CAST-LE-GUILDON, représentée par :

Madame Marie-Madeleine MICHEL, Maire de la Commune de SAINT-CAST-LE-GUILDON

Laquelle désigne pour le suivi technique du marché :

Monsieur Nicolas BENARD – Technicien de maîtrise d'œuvre
1, place de l'Hôtel de Ville
22380 SAINT CAST LE GUILDON – Tél. : 02.96.41.80.18

En qualité de personnes physiques désignée par le maître d'ouvrage pour le représenter dans l'exécution du marché.

3.2 MAITRISE D'ŒUVRE

Dominique BONNOT - 8 rue du Combat des Trente - 22000 SAINT-BRIEUC.

3.3 ÉCONOMISTE

Valérien HOCHET - SCT – 09 rue du Hil – 35230 NOYAL-CHATILLON-SUR-SEICHE.

3.4 BUREAU D'ETUDES FLUIDES

EICE - Cap entreprise - 2 rue de la Croix Denis - 22950 TREGUEUX.

3.5 BUREAU D'ETUDES STRUCTURES

AC Structures - 12 rue François Lanno - 35700 RENNES.

3.6 BUREAU DE CONTROLE

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION – Carré Rosengart – 16 quai Armez – 22000 SAINT-BRIEUC

3.7 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

AG COORDINATION - 40 Grande rue - 22170 CHATELAUDREN - PLOUAGAT.

ARTICLE 4 - DURÉE DU CONTRAT OU DÉLAI D'EXÉCUTION

Pour information : consultation des entreprises 20 juin 2025

Le délai d'exécution est de 19 mois hors congés payés.

Préparation de chantier : OS 1 – 1^{er} septembre 2025.

Travaux et réception : Septembre 2025 à septembre 2027.

ARTICLE 5 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION

5.1 DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Contenu	Format du fichier
PIÈCES ADMINISTRATIVES	
Le règlement de la consultation	PDF
L'acte d'engagement à compléter par le candidat	WORD
Le cahier des clauses administratives particulières	PDF
Planning prévisionnel	PDF
Toutes les pièces annexes : <ul style="list-style-type: none">- Diagnostic parasitaire 2019- Diagnostic amiante rapport 2019- Etude de sol G5- Rapport Géotech G2PRO- PGCSPS- RICT	PDF
Toutes les pièces graphiques : <ul style="list-style-type: none">- 001 Etat des lieux- 002 Etat des lieux- 301 Déconstruction	PDF

- 302 Déconstruction - 303 Projet - 304 Projet - 305 Plan installation Chantier - 306 Plan électrique	
PIÈCES TECHNIQUES	
Le cahier des clauses techniques particulières de l'ensemble des lots	PDF
Décomposition du prix global et forfaitaire et BPU vitraux	XLS

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

5.2 VISITE INDIVIDUELLE FACULTATIVE DU SITE

Afin d'avoir une parfaite connaissance du bâtiment existant, le candidat est invité à visiter le site. Cette visite individuelle, facultative, est fortement conseillée.

A l'issue de la visite, un procès-verbal sera signé des deux parties.

Le temps de visite, d'une heure, sera le même pour l'ensemble des candidats.

Les visites seront possibles du 23 juin 2025 au 11 juillet

Coordonnées pour fixer la visite : Nicolas BENARD - Service Maitrise d'Œuvre - Standard : 02.96.41.80.18 / Mobile : 07.61.50.41.26

Toute question, levée au cours de la visite, sera posée par écrit ultérieurement à la visite sur le profil acheteur utilisé pour la présente consultation. La question et la réponse seront transmises à l'ensemble des entreprises ayant retiré un dossier de consultation.

Un candidat n'ayant pas visité le site ne pourra en aucun cas se prévaloir de la méconnaissance du site, au cours des différentes étapes du présent marché public.

5.3 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Si des modifications étaient apportées dans les 10 (dix) derniers jours, une nouvelle date limite de remise des offres serait déterminée, afin de respecter cette période minimale de dix jours.

Les candidats en seront informés via la plate-forme <https://www.megalis.bretagne.bzh/>. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6 - PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

Les dossiers de candidatures seront entièrement rédigés en langue française.

Si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Référence fichier	Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise	Format numérique
CAND_DC1	Une lettre de candidature (imprimé DC1). Ce document suffit à ce stade. Les documents justifiant que l'entreprise est à jour de ses obligations sociales et fiscales ainsi que l'attestation d'assurance décennale ne seront réclamés au candidat retenu qu'avant la signature du marché.	PDF
CAND_DC2	Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (imprimé DC2). Ce document permettra d'apprécier les capacités financières des candidats pour exécuter le marché.	PDF
CAND_AD	Une attestation d'assurance décennale et responsabilité civile professionnelle en cours de validité.	PDF

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

- 1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics :

En application des articles L. 113-13 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- L'attestation de régularité fiscale ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- Les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;

- Les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- Les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- L'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- Les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- La carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- L'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- L'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'État sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

6.2 SOUS-TRAITANCE

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché.
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics.
- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

6.3 GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Le groupement prendra la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

La composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et

la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 7 - PRÉSENTATION DE L'OFFRE - CONTENU

7.1 PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants :

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

Référence fichier	Libellés	Format numérique
A.E.	L'acte d'engagement. Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.	PDF
DPGF	La décomposition du prix global forfaitaire joint au DCE. Si l'offre est produite par un groupement conjoint d'entreprises, le groupement candidat devra produire une répartition des sommes du DPGF par cotraitant. La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est réputée couverte par les prix des travaux qui lui sont attribués. Avec ou sans le devis à en-tête du candidat.	XLS Et PDF

CADRE DE REPONSES TECHNIQUES	<p>Le <u>Cadre de Réponses Techniques</u> comporte les thèmes suivants auxquels le candidat devra impérativement répondre :</p> <p>1 - Méthodologie :</p> <p>Note méthodologique spécifique au chantier Conformité aux prescriptions techniques du CCTP Fiches techniques / références présentées</p> <p>2 - Moyens mis en œuvre pour respecter le calendrier de l'opération :</p> <p>Moyens humains spécifiques Démarche valorisant l'insertion sociale Moyens matériels mis à disposition du chantier</p> <p>3 - Planning :</p> <p>Respect du planning</p> <p>4 - Mesures environnementales // gestion des déchets :</p> <p>Traitement des déchets : Tri, revalorisation, réemploi Gestion de la propreté et du nettoyage Limitation et gestion des pollutions et nuisances sur le chantier</p>	DOC
RIB	Un relevé d'identité bancaire	PDF

La nomenclature des fichiers sera écrite comme indiqué dans l'exemple suivant :

Pour l'Acte d'Engagement : A.E_"nom du candidat".extension du fichier (PDF, DOC, etc.)

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

8.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de Paris (GMT+01:00 Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid). Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse postale de

Commune de ST CAST LE GUILD
1 Place de l'Hôtel de ville 22380 ST-CAST LE GUILD

et avec les indications suivantes :

NE PAS OUVRIR - MARCHÉ PUBLICS

Marché de travaux pour les travaux de sécurisation et de sauvegarde de l'Eglise du Guildo
Copie de sauvegarde

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

PENSEZ A ANTICIPER VOTRE DEPOT PLUSIEURS HEURES AVANT L'HEURE LIMITE

8.2 TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 9 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

9.1 CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152- 1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être

régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée ou inacceptable sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R.2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères		Pondération
Critère N°1	Prix des prestations	60.00 %
Critère N°2	Valeur technique	40.00 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100. Les critères sont notés sur 100.

Notation critère N°1 - Prix des prestations :

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

La note sur 60 sera obtenue selon la formule suivante : $60 \times (\text{Prix de l'offre la moins-disant} / \text{Prix de l'offre du candidat étudiée})$.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Notation critère N°2 -Valeur technique :

La méthode utilisée pour la notation du critère VALEUR TECHNIQUE est la suivante et est appréciée à partir des sous-critères suivants. Les notes sur 45 points seront ramenées sur 40 au moyen d'un produit en croix.

Sous-critères liés au CRT (Cadre de Réponses Techniques)		Répartition points sur 45
Sous-critère N°1	Méthodologie : <ul style="list-style-type: none"> - Note méthodologique spécifique au chantier - Conformité aux prescriptions techniques du CCTP - Fiches techniques / références présentées 	20 5 5 10
Sous-critère N°2	Moyens mis en œuvre pour respecter le calendrier de l'opération : <ul style="list-style-type: none"> - Moyens humains spécifiques - Démarche valorisant l'insertion sociale* - Moyens matériels mis à disposition du chantier 	10 4 2 4
Sous-critère N°3	Planning : <ul style="list-style-type: none"> - Respect du planning 	5
Sous-critère N°4	Mesures environnementales // gestion des déchets : <ul style="list-style-type: none"> - Traitement des déchets : Tri, revalorisation, réemploi - Gestion de la propreté et du nettoyage - Limitation et gestion des pollutions et nuisances sur le chantier 	10 5 2,5 2,5

* Dans le cadre de l'exécution du marché, les candidats ont **la possibilité de valoriser une action d'insertion sociale en faveur des personnes éloignées de l'emploi**, telles qu'elles sont définies à de l'article 20.1.1 du CCAG-Travaux.

Proposition de détail de notation des sous-critères :

/ 10	/ 5	/ 4	/ 2,5	/ 2	Commentaires associés
10	5	4	2,5	2	Réponse très satisfaisante amenant une réelle plus-value audossier par rapport à celles des autres candidats
8	4	3.2	2	1.6	Réponse très satisfaisante et spécifique au chantier
6	3	2.4	1,5	1.2	Réponse satisfaisante et conforme aux attentes
4	2	1.6	1	0.8	Réponse assez satisfaisante sur l'ensemble avec quelques manques
2	1	0.8	0,5	0.4	Réponse insuffisante / succincte
0	0	0	0	0	Absence de réponse

9.2 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Cette négociation, si elle était engagée, aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier. En revanche, et dans le respect des principes de la commande publique, la négociation ne pourra pas avoir pour effet ou pour objet de changer les

caractéristiques du marché telles que définies dans les documents de la consultation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ces éléments (prix, délais, qualité, quantité, garanties...).

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

Si elle est engagée, la négociation se déroulera uniquement par la messagerie du profil acheteur. Les candidats sont d'ores et déjà invités à transmettre leur meilleure offre dès le dépôt.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Le ou les candidats devront retourner au Maître d'Ouvrage l'Acte d'Engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

ARTICLE 10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1 ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de remise des plis indiquée sur la page de gade du présent règlement.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES CEDEX

Tél : 02 23 21 28 28 - Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans

les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation et de la phase d'exécution, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le comité consultatif Interrégional de règlement amiable des différends ou litiges:

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE
IMMEUBLE SKYLINE
22 MAIL PABLO PICASSO
BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1